



Règlements généraux

Avril 2026



Association québécoise
des retraité(e)s des secteurs
public et parapublic

**Pour tout renseignement,
s'adresser :**

Direction générale
Association québécoise des retraité(e)s
des secteurs public et parapublic
5400, boul. des Galeries, bureau 111
Québec (Québec) G2K 2B4
418 683-2288 | 1 800 653-2747
info@aqrp.ca



Table des matières

Préambule.....	7
-----------------------	----------

Chapitre 1 Définitions.....	8
------------------------------------	----------

Article 1 Définitions	8
Article 2 Interprétations	9
Article 3 Mission	9
Article 4 Membre actif	9
Article 5 Membre associé	9
Article 6 Membre honoraire.....	10
Article 7 Perte de la qualité de membre	10
Article 8 Suspension d'un membre ou d'un bénévole	11
Article 9 Expulsion d'un membre ou d'un bénévole.....	11
Article 10 Cotisation	12
Article 11 Cotisation spéciale.....	12
Article 12 Procédure d'assemblée.....	13
Article 13 Éligibilité.....	13
Article 14 Convention d'engagement réciproque	14

Chapitre 2 Assemblée générale annuelle (AGA)	15
---	-----------

Article 15 Composition	15
Article 16 Pouvoirs et responsabilités de l'assemblée générale annuelle	15
Article 17 Date, heure et endroit.....	15
Article 18 Convocation à l'assemblée générale annuelle	15
Article 19 Quorum.....	16
Article 20 Vote.....	16
Article 21 Omission de l'avis de convocation	16
Article 22 Ajournement.....	16
Article 23 Assemblée générale extraordinaire	17
Article 24 Convocation à l'assemblée générale extraordinaire.....	17

Chapitre 3 Conseil d'administration (CA)	18
---	-----------

Article 25 Composition	18
Article 26 Secrétariat provincial d'élections (SPÉ)	18
Article 27 Durée des mandats et éligibilité des administrateurs	18
Article 28 Pouvoirs des administrateurs	19



Article 29 Conflit d'intérêts.....	21
Article 30 Destitution d'un administrateur.....	21
Article 31 Convocation et fréquence des réunions.....	21
Article 32 Quorum.....	22
Article 33 Absence.....	22
Article 34 Vacance et remplacement.....	22

Chapitre 4 Comité exécutif (CE)23

Article 35 Composition du comité exécutif.....	23
Article 36 Durée du mandat et éligibilité.....	23
Article 37 Convocation et fréquence des réunions.....	24
Article 38 Quorum.....	24
Article 39 Vacance et absence.....	24
Article 40 Remplacement.....	25
Article 41 Pouvoirs du comité exécutif.....	25
Article 42 La présidence.....	26
Article 43 Les deux (2) vice-présidences.....	27
Article 44 La trésorerie-secrétariat.....	27
Article 45 Les comités et les groupes de travail.....	28

Chapitre 5 Assemblée régionale annuelle (ARA)29

Article 46 Composition.....	29
Article 47 Pouvoirs et responsabilités de l'assemblée régionale annuelle.....	29
Article 48 Date, heure et endroit.....	29
Article 49 Quorum.....	30
Article 50 Vote.....	30
Article 51 Assemblée régionale extraordinaire.....	30

Chapitre 6 Conseil régional (CR)31

Article 52 Composition, durée des mandats et éligibilité.....	31
Article 53 Tutelle administrative d'un conseil régional.....	31
Article 54 Destitution d'un membre d'un conseil régional.....	32
Article 55 Pouvoirs du conseil régional.....	32
Article 56 Convocation et fréquence des réunions.....	33
Article 57 Quorum.....	33
Article 58 Vacance et absence.....	34
Article 59 Remplacement.....	34

Chapitre 7 Comité exécutif régional (CER)35

Article 60 Composition, durée des mandats et éligibilité.....	35
---	----



Article 61 Responsabilités du comité exécutif régional.....	35
Chapitre 8 Secteurs.....	36
Article 62 Structure des secteurs.....	36
Chapitre 9 Comités de secteurs.....	37
Article 63 Nomination des membres des comités de secteurs	37
Article 64 Durée du mandat et éligibilité.....	37
Article 65 Destitution d'un membre d'un comité de secteur.....	37
Article 66 Responsabilités du comité de secteur	38
Chapitre 10 Responsabilités légales.....	39
Article 67 Erreurs et omissions.....	39
Article 68 Désignations	39
Article 69 Personnes habilitées	39
Chapitre 11 Dispositions générales	40
Article 70 Exercice financier	40
Article 71 Le siège social.....	40
Article 72 Sceau	40
Article 73 Affiliation.....	40
Article 74 Procédure de changement des <i>Règlements généraux</i>	40
Article 75 Dissolution de l'Association.....	41
Article 76 Rémunération des administrateurs ou des bénévoles.....	41
Chapitre 12 Procédure d'élections.....	42
Article 77 Procédure d'élections au sein du conseil d'administration, du comité exécutif, des conseils régionaux, des comités exécutifs régionaux et des comités de secteurs.....	42

Préambule

Conformément aux lettres patentes émises le 16 juillet 1968 en vertu de la 3^e partie de la loi des compagnies, l'Inspecteur général des institutions financières, aujourd'hui le Registraire des entreprises, a reconnu la création de la corporation nommée à ce jour : l'Association québécoise des retraité(e)s des secteurs public et parapublic (AQRP).

L'Association est un organisme sans but lucratif, démocratique, libre et non partisan, regroupant les préretraités et les retraités des secteurs public et parapublic, provenant principalement des gouvernements du Québec et du Canada, des sociétés d'État et des municipalités du Québec, ainsi que des réseaux québécois de la santé et de l'éducation. L'Association a pour mission de promouvoir et de défendre les droits et les intérêts économiques, financiers, culturels, intellectuels et sociaux de ses membres et de l'ensemble des aînés du Québec.

Les *Règlements généraux*, qui constituent les règles de base de l'Association, sont adoptés par le conseil d'administration et sont ratifiés par les membres lors de l'assemblée générale annuelle. L'assemblée générale annuelle a également le pouvoir d'émettre des recommandations au conseil d'administration.

Toutes les propositions de modifications aux *Règlements généraux* doivent être acheminées à l'attention de la direction générale avant le 31 octobre chaque année.

N.B. L'emploi du masculin pour désigner des personnes n'a d'autres fins que celles d'alléger le texte. La version à jour des *Règlements généraux* de l'AQRP est disponible sur le site Web de l'AQRP.

Chapitre 1

Définitions

Article 1 Définitions

- 1.1 Dans les présents *Règlements généraux*, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :
- 1.1.1 **Administrateur** : membre du conseil d'administration de l'Association (article 25.1)
 - 1.1.2 **Membre d'un conseil régional** : membre élu par l'assemblée régionale annuelle siégeant au conseil régional (article 52.1)
 - 1.1.3 **Membre d'un comité de secteur** : membre nommé par le conseil régional siégeant à un comité de secteur (article 64.1)
 - 1.1.4 **Assemblée générale annuelle (AGA)** : l'assemblée générale annuelle de l'Association (article 15.1)
 - 1.1.5 **Assemblée régionale annuelle (ARA)** : l'assemblée annuelle des membres actifs de chaque région (article 46.1)
 - 1.1.6 **Association** : l'Association québécoise des retraité(e)s des secteurs public et parapublic, dont le sigle est AQRP (LCQ, a. 21)
 - 1.1.7 **Comité exécutif (CE)** : le comité exécutif de l'Association (article 35.1)
 - 1.1.8 **Comité exécutif régional (CER)** : sous-groupe ou comité du conseil régional (article 60.2)
 - 1.1.9 **Conseil d'administration (CA)** : le conseil d'administration de l'Association (article 25.1)
 - 1.1.10 **Conseil régional (CR)** : groupe auquel le conseil d'administration confie la responsabilité des affaires régionales (article 52.1)
 - 1.1.11 **Comité de secteur (CS)** : sous-groupe ou comité auquel le conseil régional confie la responsabilité des activités d'un secteur (article 64.1)
 - 1.1.12 **Éligibilité** : la notion d'éligibilité est associée à la personne et se comptabilise en nombre d'années
 - 1.1.13 **Jour** : jour civil
 - 1.1.14 **Mandat** : le mandat est associé au poste et définit la durée de la fonction
 - 1.1.15 **Dirigeant** : membre du comité exécutif de l'Association ou d'un comité exécutif régional (articles 35.1 et 60.2)
 - 1.1.16 **Préretraité(e)** : personne dont la date de retraite est prévisible dans les cinq (5) prochaines années
 - 1.1.17 **Secrétariat provincial d'élections (SPÉ)** : personne désignée par le conseil d'administration pour superviser et encadrer les élections provinciales et régionales (article 26)



- 1.1.18 **Présidence régionale d'élections (PRÉ)** : personne désignée par le conseil régional pour superviser et encadrer les élections régionales sous l'encadrement du secrétariat provincial d'élections (SPÉ) (article 55.1.11)
- 1.1.19 **Région** : portion du territoire définie par le conseil d'administration aux fins de gestion et de représentation des membres
- 1.1.20 **Responsable du scrutin** : personne désignée par le conseil régional pour superviser les élections des dirigeants du comité exécutif régional (peut être également la présidence régionale d'élections)
- 1.1.21 **Retraité(e)** : prestataire d'une rente de retraite
- 1.1.22 **Secteur** : sous-entité du conseil régional à laquelle il confie la responsabilité de l'organisation des activités du secteur (article 63.1)

Article 2 Interprétations

- 2.1 La loi d'interprétation (L.R.Q. C-38), avec ses modifications présentes et futures, s'applique aux présents *Règlements généraux* de l'Association (C.c.Q. a. 313).

Article 3 Mission

- 3.1 Promouvoir et défendre les droits et les intérêts économiques, financiers, culturels, intellectuels et sociaux de ses membres et de l'ensemble des aînés du Québec.

Article 4 Membre actif

- 4.1 Une personne retraitée ou préretraitée des secteurs public et parapublic peut devenir « membre actif » si elle satisfait aux conditions suivantes :
 - 4.1.1 remplit le formulaire d'adhésion ;
 - 4.1.2 paie la cotisation ;
 - 4.1.3 respecte les règlements de l'Association.

Article 5 Membre associé

- 5.1 Toute personne retraitée, préretraitée ou le conjoint d'un membre actif ou associé qui est décédé, peut devenir membre associé même si elle ne provient pas des secteurs public et parapublic, à condition de satisfaire aux conditions suivantes :
 - 5.1.1 remplit le formulaire d'adhésion ;
 - 5.1.2 paie la cotisation ;
 - 5.1.3 partage les objectifs et les orientations de l'Association ;
 - 5.1.4 respecte les règlements de l'Association.



- 5.2 Un membre associé n'a pas le droit de voter ni de soumettre de propositions en assemblée générale annuelle ou en assemblée régionale annuelle. De plus, il n'est pas éligible à se faire élire dans une fonction d'administrateur comme un membre actif et il ne peut pas agir comme délégué d'un membre actif aux assemblées.

Article 6 Membre honoraire

- 6.1 L'Association attribue le titre de « membre honoraire » à un membre actif qui a permis l'avancement de l'Association. Exceptionnellement, le conseil d'administration peut accorder le titre de membre honoraire à un membre associé.
- 6.2 Un administrateur du conseil d'administration de l'Association qui décède en cours de mandat reçoit le titre de « membre honoraire à titre posthume ».
- 6.3 Pour devenir « membre honoraire », le conseil régional doit soumettre la candidature d'un membre au comité exécutif.
- 6.4 Le comité exécutif étudie ensuite la(les) candidature(s) déposée(s) et sa recommandation doit être entérinée par le conseil d'administration.
- 6.5 Un membre honoraire qui n'est plus un membre actif cotisant, n'a pas droit de vote et ne peut pas occuper un poste électif à l'Association.

Article 7 Perte de la qualité de membre

- 7.1 Un membre perd ses droits et privilèges de l'Association lorsqu'il :
- 7.1.1 ne paie plus sa cotisation ou accuse un retard de paiement de sa cotisation ;
 - 7.1.2 démissionne en soumettant un avis écrit à la direction générale. La démission prend effet à la date de réception d'un tel avis ou à la date d'échéance de son adhésion. Conséquemment, il perd tout droit aux avantages offerts par l'Association. Si la démission est communiquée avant la date d'échéance de son adhésion, il ne peut pas réclamer les sommes déjà payées pour l'adhésion ;
 - 7.1.3 est exclu par le conseil d'administration sur la recommandation du comité exécutif.
- 7.2 Si le membre occupe une fonction au sein de l'Association, le non-paiement de sa cotisation entraînera immédiatement sa destitution.

Article 8 Suspension d'un membre ou d'un bénévole

- 8.1 De sa propre initiative ou à la réception d'une plainte écrite et motivée, le comité exécutif a le pouvoir de suspendre un membre ou un bénévole qui ne respecte pas les décisions du conseil d'administration, qui ne se conforme pas aux *Règlements généraux*, qui empêche le bon fonctionnement d'un conseil régional ou d'un comité de secteur, ou qui compromet, par ses propos ou par ses gestes, la respectabilité et la crédibilité de l'Association.
- 8.2 Avant de prononcer la suspension d'un membre ou d'un bénévole, le comité exécutif doit, par courrier recommandé, l'aviser de la date et de l'heure de l'audition de son cas, lui faire part succinctement des motifs qui lui sont reprochés et lui donner la possibilité de se faire entendre.
- 8.3 Faisant suite à son audition, le comité exécutif lui transmettra la décision par écrit.
- 8.4 Si le bénévole ou le membre est suspendu, il perd automatiquement ses pouvoirs administratifs et électifs pour la durée déterminée par le comité exécutif.
- 8.5 La personne visée par l'article 8 peut exercer un droit d'appel dans les trente (30) jours suivant la réception de l'avis de suspension et se présenter devant le conseil d'administration pour expliquer ses raisons. Le comité exécutif lui transmettra par écrit une convocation par courrier recommandé au moins dix (10) jours avant la date de la rencontre.
- 8.6 En cas de faute grave ou qui porte préjudice à l'Association, l'article 9 s'applique automatiquement.

Article 9 Expulsion d'un membre ou d'un bénévole

- 9.1 Le comité exécutif peut expulser un membre ou un bénévole de l'Association si, après une suspension, il ne fait preuve d'aucun changement dans son comportement, tel que décrit à l'article 8.
- 9.2 Avant de prononcer l'expulsion d'un membre ou d'un bénévole, le comité exécutif doit, par courrier recommandé, l'aviser de la date et de l'heure de l'audition de son cas, lui faire part succinctement des motifs qui lui sont reprochés et lui donner la possibilité de se faire entendre.
- 9.3 Faisant suite à son audition, le comité exécutif lui transmettra sa décision par écrit.



- 9.4 La personne visée par l'article 9 peut exercer un droit d'appel dans les trente (30) jours suivant la réception de l'avis d'expulsion et se présenter devant le conseil d'administration pour expliquer ses raisons. Le comité exécutif lui transmettra par courrier recommandé une convocation au moins dix (10) jours avant la date de la rencontre.
- 9.5 Le conseil d'administration peut, après examen de l'appel :
- 9.5.1 maintenir ou prolonger la décision ;
 - 9.5.2 démettre définitivement le membre ou le bénévole de ses fonctions ;
 - 9.5.3 expulser définitivement le membre ou le bénévole de l'Association.
- 9.6 La personne expulsée ne peut pas faire de représentation ni utiliser aucun document, insigne, emblème, article promotionnel ou objet qui ferait croire ou pourrait laisser croire qu'il est membre reconnu de l'Association.
- 9.7 Dans le cas où cette personne n'exercerait pas son droit d'appel, la décision du comité exécutif devient définitive.

Article 10 Cotisation

- 10.1 La cotisation est fixée et adoptée par le conseil d'administration.
- 10.2 Elle est indexée le 1^{er} avril de chaque année selon les réalités du marché.
- 10.3 Le conseil d'administration peut cependant, s'il le juge à propos, suspendre provisoirement l'application de l'indexation.

Article 11 Cotisation spéciale

- 11.1 Une cotisation spéciale peut être ajoutée à la cotisation pour une période déterminée. Une telle décision est prise par résolution lors de l'assemblée générale annuelle ou lors d'une assemblée générale extraordinaire adoptée par un vote favorable des deux tiers (2/3) des membres présents.
- 11.2 La cotisation spéciale est exigible à la date indiquée par l'assemblée générale annuelle, cependant, si le montant recueilli n'est pas utilisé, il sera remis aux membres qui l'ont payé.

Article 12 Procédure d'assemblée

- 12.1 La procédure des délibérations de l'Association est régie par ordre de préséance, par la loi, les lettres patentes et les *Règlements généraux*. Elle tient compte des usages de l'Association.

Article 13 Éligibilité

- 13.1 Le calcul de l'éligibilité débute à l'échelon du conseil régional, où la personne est élue pour un mandat de deux (2) ans lors de l'assemblée régionale annuelle. Il n'y a pas de limite dans le nombre d'années pour siéger à un conseil régional, sauf pour les fonctions au sein du comité exécutif régional comme prévu à l'article 13.3.
- 13.2 Seuls les membres actifs (article 4) de la région, qui ont acquitté le coût de la cotisation et qui ont signé la *Convention d'engagement réciproque*, sont éligibles à siéger au conseil régional ou à un comité de secteur.
- 13.3 L'éligibilité des dirigeants au comité exécutif et au comité exécutif régional est d'un maximum de dix (10) ans, quelles que soient les régions dans lesquelles les dirigeants ont siégé.
- 13.3.1 pour être éligible au comité exécutif de l'Association, un dirigeant doit posséder au moins une (1) année d'expérience au sein d'un conseil régional de l'Association.
- 13.3.2 pour être éligible au comité exécutif régional, une personne doit être un membre actif de l'Association depuis au moins six (6) mois.
- 13.4 Éligibilité à la présidence régionale
- 13.4.1 La présidence régionale a un mandat ferme de deux (2) ans. Si l'éligibilité de la personne au conseil régional expire en cours de mandat, le conseil régional doit prolonger le mandat de la présidence régionale pour une (1) autre année.
- 13.4.2 Pour les régions qui appliquent l'alternance des postes au conseil régional, un ajustement doit être voté par résolution adoptée des deux tiers (2/3) des voix des membres du conseil régional présents pour régulariser l'impact de cette prolongation de la présidence régionale. Une seule résolution peut inclure tous les changements nécessaires aux modifications des mandats des autres membres du conseil régional.



13.5 Pouvoir de dérogation

13.5.1 Le conseil d'administration a un pouvoir de dérogation exceptionnel, en ce qui a trait à l'éligibilité de la présidence régionale qui a atteint le maximum de six (6) années, et l'éligibilité d'un dirigeant au comité exécutif régional qui a atteint le maximum de dix (10) années, avec le vote des deux tiers (2/3) des administrateurs du conseil d'administration présents lors de cette réunion.

13.5.2 La dérogation exceptionnelle permet à la présidence ou au dirigeant de siéger une année supplémentaire afin de permettre au conseil régional de recruter une nouvelle présidence ou un nouveau dirigeant et d'assurer le bon fonctionnement du comité.

Article 14 Convention d'engagement réciproque

14.1 Tous les bénévoles de l'Association qui s'impliquent dans une fonction au sein du conseil d'administration, du comité exécutif, du conseil régional, du comité exécutif régional ou d'un comité de secteur, doivent, au moment d'entrer en fonction, s'engager formellement à toujours agir avec honnêteté et loyauté dans l'intérêt de l'Association, à respecter les *Règlements généraux*, les *Politiques administratives* ainsi que le *Code de déontologie*, et à ne jamais utiliser, à leur profit ou au profit d'un tiers, l'information confidentielle qu'ils obtiennent en raison de leurs fonctions.

14.2 Au moment où le bénévole est élu, il doit prendre connaissance du *Code de déontologie* et signer la *Convention d'engagement réciproque*.

14.3 Le refus de signer la *Convention d'engagement réciproque* dès sa nomination entraîne automatiquement la disqualification du bénévole.

Chapitre 2

Assemblée générale annuelle (AGA)

Article 15 Composition

15.1. L'assemblée générale annuelle est formée de tous les membres inscrits au registre tenu à la direction générale.

Article 16 Pouvoirs et responsabilités de l'assemblée générale annuelle

- 16.1 L'assemblée générale annuelle a les pouvoirs et responsabilités suivantes :
- 16.1.1 adopter les procès-verbaux des assemblées générales annuelles ;
 - 16.1.2 recevoir les états financiers et les prévisions budgétaires ;
 - 16.1.3 nommer un auditeur indépendant ;
 - 16.1.4 ratifier les amendements aux *Règlements généraux* et aux lettres patentes de l'Association adoptés par le conseil d'administration ;
 - 16.1.5 adopter la cotisation spéciale, s'il y a lieu ;
 - 16.1.6 recevoir le rapport de la présidence et des dirigeants du comité exécutif concernés ;
 - 16.1.7 prendre acte de l'élection des administrateurs par les conseils régionaux (soit les présidences régionales) ainsi que de l'élection des dirigeants du comité exécutif par le conseil d'administration ;
 - 16.1.8 émettre des recommandations au conseil d'administration.

Article 17 Date, heure et endroit

17.1 L'assemblée générale annuelle se tient dans les quatre (4) mois qui suivent la fin de l'exercice financier, à la date, à l'heure et à l'endroit fixés par le conseil d'administration.

Article 18 Convocation à l'assemblée générale annuelle

18.1 Le trésorier-secrétariat convoque tous les membres au moins quinze (15) jours avant la date de l'assemblée générale.



- 18.2 L'avis de convocation est publié dans la revue officielle de l'Association. Il indique la date, l'heure, ainsi que l'endroit de l'assemblée et est accompagné d'un projet d'ordre du jour.
- 18.3 Dans l'éventualité où il est impossible de publier l'avis de convocation dans la revue officielle de l'Association, le secrétariat recourt à d'autres moyens.

Article 19 Quorum

- 19.1 Le quorum de l'assemblée générale annuelle est constitué du nombre de membres présents.

Article 20 Vote

- 20.1 Seuls les membres actifs présents ont le droit de vote. Le vote par procuration est interdit.
- 20.2 Sauf disposition contraire, l'adoption d'une résolution requiert la majorité des votes exprimés. Le vote se fait à main levée ; toutefois, en cas d'incertitude, dix pour cent (10 %) des membres présents peuvent demander le compte des votes.

Article 21 Omission de l'avis de convocation

- 21.1 La présence d'un membre actif ou d'un membre associé à une assemblée couvre le défaut d'avis de convocation quant à ce membre.
- 21.2 Si l'avis de convocation a été publié dans la revue de l'Association, le fait qu'un membre actif ou qu'un membre associé n'ait pas reçu ledit avis de convocation n'invalide aucunement les règlements, les résolutions, les décisions ou les procédures adoptés au cours de l'assemblée générale annuelle.

Article 22 Ajournement

- 22.1 L'assemblée générale annuelle peut être ajournée par la présidence de l'assemblée ou par un vote à la majorité des membres actifs présents.
- 22.2 Elle devra être reprise et terminée au cours de l'année financière concernée.



Article 23 Assemblée générale extraordinaire

- 23.1 Une assemblée générale extraordinaire peut être convoquée par le secrétariat à la demande expresse du conseil d'administration, sur la recommandation du comité exécutif ou sur demande écrite d'au moins dix pour cent (10 %) des membres actifs.
- 23.2 Toute demande doit être envoyée par courrier recommandé à la direction générale et indiquer le sujet à inscrire à l'ordre du jour.

Article 24 Convocation à l'assemblée générale extraordinaire

- 24.1 La trésorerie-secrétariat convoque tous les membres dans un délai de vingt et un (21) jours après la réception de cette requête, et la réunion doit se tenir dans les vingt et un (21) jours de la date de convocation.
- 24.2 Si l'assemblée n'a pas été convoquée dans les vingt et un (21) jours à compter de la date à laquelle la demande de convocation a été déposée au siège social de la personne morale, tous les membres, signataires de la demande ou non, peuvent eux-mêmes convoquer cette assemblée générale extraordinaire.
- 24.3 L'avis de convocation doit être envoyé par la poste, par moyen électronique, ou encore publié dans la revue officielle de l'Association, et doit mentionner la date, l'heure et l'endroit de la réunion, ainsi que le sujet à l'ordre du jour. Aucun autre sujet ne peut être inscrit à l'ordre du jour.

Chapitre 3

Conseil d'administration (CA)

Article 25 Composition

25.1 Le conseil d'administration est formé de vingt-un (21) administrateurs, dont dix-sept (17) personnes sont les présidences régionales élues par les conseils régionaux et quatre (4) personnes sont les dirigeants élus par le conseil d'administration et ils occupent une fonction au sein du comité exécutif.

Article 26 Secrétariat provincial d'élections (SPÉ)

26.1 Le conseil d'administration mandate un secrétariat provincial d'élections pour voir au bon déroulement des élections au sein de l'Association. Le secrétariat provincial d'élections compose alors son comité d'élections comme suit : le secrétaire d'élections, soit la direction générale, et les membres du personnel requis.

Article 27 Durée des mandats et éligibilité des administrateurs

27.1 Le mandat des administrateurs est de deux (2) ans.

27.2 Le calcul de la durée des mandats débute dès l'entrée en fonction des administrateurs lors de l'assemblée générale annuelle. En ce qui a trait au calcul des années d'éligibilité, un administrateur ne peut pas effectuer plus de dix (10) années, consécutives ou non, à titre d'administrateur et/ou de dirigeant au comité exécutif de l'Association.

27.3 La présidence du comité exécutif peut effectuer un maximum de trois (3) mandats de deux (2) années, consécutives ou non, soit six (6) années au maximum, ou jusqu'à ce qu'elle ait atteint la limite de dix (10) années au conseil d'administration.

27.4 L'administrateur qui remplace une vacance termine le mandat de la personne à qui il succède. Si le remplacement survient dans la première année du mandat, cette première année de remplacement n'est pas comptabilisée dans la durée maximale prévue ci-dessus.

- 27.5 Cependant, la deuxième année complète effectuée lors du remplacement d'un mandat sera comptabilisée dans la période d'éligibilité de l'administrateur.
- 27.6 Lorsqu'un administrateur devient un dirigeant au comité exécutif, son poste au sein du conseil d'administration est pourvu par un nouvel administrateur qui sera élu à la présidence régionale par le conseil régional de sa région.
- 27.7 Le dirigeant et le nouvel administrateur n'entreront en fonction qu'après la tenue de l'assemblée générale annuelle, à moins qu'il s'agisse d'un remplacement en cours d'année.
- 27.8 Pouvoir de dérogation
- 27.8.1 Le conseil d'administration a un pouvoir de dérogation exceptionnel concernant l'éligibilité d'un dirigeant au comité exécutif de l'Association, qui a atteint le maximum de dix (10) années, avec le vote des deux tiers (2/3) des administrateurs du conseil d'administration présents lors de cette réunion.
- 27.8.2 La dérogation exceptionnelle permet au dirigeant de siéger une année supplémentaire afin de permettre au conseil d'administration de recruter un nouveau dirigeant et d'assurer le bon fonctionnement du comité exécutif.

Article 28 Pouvoirs des administrateurs

- 28.1 Le conseil d'administration gère les affaires de l'Association et exerce tous les pouvoirs nécessaires à cette fin. Sans restreindre la portée des termes qui précèdent, le conseil d'administration exerce tous les pouvoirs qui lui sont reconnus par la loi.
- 28.2 Le comité exécutif, un autre comité ou un autre groupe de travail ne peut, à cet égard, lui faire que des recommandations.
- 28.3 Les administrateurs du conseil d'administration sont responsables des gestes posés par le conseil d'administration dans les limites fixées par la loi.
- 28.4 Ils participent activement aux orientations et à la prise de décision du conseil d'administration.
- 28.5 Les décisions qui relèvent exclusivement du conseil d'administration sont les suivantes :
- 28.5.1 adopter les orientations de l'Association ;



- 28.5.2 établir et adopter les orientations et le plan stratégique de l'Association et s'assurer de leurs mises en application ;
- 28.5.3 approuver les profils exigés pour la nomination des administrateurs du conseil d'administration et des conseils régionaux ;
- 28.5.4 élire, remplacer ou destituer les dirigeants du comité exécutif et délimiter et encadrer leurs responsabilités ;
- 28.5.5 délimiter et encadrer les politiques de gestion des ressources humaines ;
- 28.5.6 approuver les états financiers, le rapport annuel d'activités, le budget annuel de l'Association et déterminer le plafond de dépenses qui peuvent être engagées par les instances ;
- 28.5.7 évaluer l'intégrité des contrôles internes ;
- 28.5.8 définir et créer les régions ainsi que les secteurs de l'Association afin de regrouper les membres d'un territoire défini pour assurer la réalisation de la mission et des objectifs de l'Association ;
- 28.5.9 adopter, sur la recommandation du comité exécutif, la création ou les modifications des noms des régions, de leur nombre et de leurs limites territoriales ;
- 28.5.10 adopter l'ordre du jour de l'assemblée générale annuelle ainsi que la date, le lieu et l'heure de celle-ci ;
- 28.5.11 adopter les lettres patentes, les *Règlements généraux*, la *Procédure d'élections*, le *Code de déontologie*, les *Politiques administratives* ainsi que leurs modifications ;
- 28.5.12 approuver le profil requis pour la nomination de la direction générale et approuver les critères de son évaluation ;
- 28.5.13 fixer, sous réserve de l'article 10, la modification de la cotisation ou de la cotisation spéciale qui doit être approuvée par l'assemblée générale annuelle ;
- 28.5.14 désigner les signataires des différents documents de l'Association, sous réserve de l'article 44.1.4 ;
- 28.5.15 constituer ou dissoudre des comités et groupes de travail pour faciliter le bon fonctionnement du conseil et approuver leurs mandats, leurs règles de fonctionnement, leurs budgets et en nommer les membres sur recommandation de la présidence du conseil ;
- 28.5.16 approuver les baux et les contrats dont la valeur excède celle qu'ils déterminent et approuver les emprunts contractés par l'Association ;
- 28.5.17 s'enquérir de toute question qu'il juge importante concernant les affaires de l'Association.



Article 29 Conflit d'intérêts

29.1 Tout administrateur dont les intérêts personnels directs ou indirects peuvent se retrouver en conflit avec ceux de l'Association doit, sous peine de destitution de sa charge, dénoncer ces intérêts au conseil d'administration ou au comité exécutif et devrait s'abstenir de participer à toute délibération ou décision sur une question portant sur ces derniers.

Article 30 Destitution d'un administrateur

30.1 Un administrateur de l'Association qui déroge aux devoirs de sa charge, qui perturbe le bon fonctionnement du conseil d'administration, qui brise la confidentialité des informations reçues, qui ne respecte pas le *Code de déontologie*, qui porte atteinte à la réputation de l'Association ou qui devient incapable de remplir sa fonction au sein du conseil d'administration peut être destitué.

30.2 S'il occupe une fonction de présidence régionale, il est destitué par un vote pris en conseil régional. Cette réunion extraordinaire peut être convoquée par résolution du conseil régional ou par la demande expresse d'au moins un tiers (1/3) des membres du conseil régional.

30.3 S'il occupe une fonction de dirigeant au sein du comité exécutif de l'Association, il est destitué par un vote pris en réunion extraordinaire du conseil d'administration qui peut être exigée par résolution du conseil ou par une demande expresse d'au moins un tiers (1/3) des administrateurs.

30.4 Il perd son droit de siéger au conseil d'administration ou au comité exécutif pour les deux prochaines années, à partir de la date de sa destitution.

Article 31 Convocation et fréquence des réunions

31.1 Réunions ordinaires

31.1.1 La trésorerie-secrétariat convoque les administrateurs du conseil d'administration par courriel en joignant un projet d'ordre du jour à la convocation, et ce, au moins dix (10) jours avant la date de la réunion.

31.1.2 Le conseil d'administration se réunit au moins trois (3) fois durant l'exercice financier.

31.1.3 Au besoin, une réunion du conseil d'administration peut se tenir sous forme de conférence téléphonique ou par tout autre moyen permettant à tous les administrateurs d'échanger entre eux.



31.1.4 La direction générale est invitée à toutes les réunions du conseil d'administration avec droit de parole, mais sans droit de vote.

31.2 Réunions extraordinaires

31.2.1 Une réunion extraordinaire peut avoir lieu à la demande de la présidence ou à la requête de 50 % + 1 des administrateurs du conseil d'administration.

31.2.2 Une convocation formelle est envoyée avec un projet d'ordre du jour au moins 48 heures avant ladite réunion.

31.2.3 Cette réunion traite d'un sujet particulier ne pouvant attendre la réunion ordinaire suivante du conseil d'administration parce qu'il y a urgence ou parce qu'une décision doit être prise rapidement.

Article 32 Quorum

32.1 Le quorum du conseil d'administration est formé de 50 % + 1 des administrateurs en fonction.

Article 33 Absence

33.1 En cas d'absence d'un administrateur à une réunion ordinaire du conseil d'administration, le conseil peut accepter uniquement la présence de l'un des membres du comité exécutif de la région de l'administrateur, à titre d'observateur avec droit de parole, mais sans droit de vote.

33.2 Cet observateur s'engage à respecter les obligations liées au statut d'administrateur, notamment celles qui touchent la loyauté, la confidentialité et le conflit d'intérêts.

33.3 Si un administrateur s'absente de plus de deux (2) réunions ordinaires consécutives, il cesse immédiatement de faire partie du conseil d'administration et d'occuper sa fonction d'administrateur. En perdant ainsi sa qualité d'administrateur, il perd automatiquement sa qualité de présidence régionale.

Article 34 Vacance et remplacement

34.1 Le conseil d'administration pourvoit les postes vacants en cours de mandat en s'assurant de respecter la composition prévue aux articles 27 et 35.1.

Chapitre 4

Comité exécutif (CE)

Article 35 Composition du comité exécutif

35.1 Le comité exécutif est formé de quatre (4) dirigeants, soit une présidence, une 1^{re} vice-présidence, une 2^e vice-présidence et une trésorerie-secrétariat, élus parmi les administrateurs du conseil d'administration de l'Association.

Article 36 Durée du mandat et éligibilité

36.1 Pour être éligibles à une fonction au sein du comité exécutif, les administrateurs du conseil d'administration doivent avoir siégé au moins une (1) année au sein d'un conseil régional et répondre aux critères de sélection déterminés par le conseil d'administration.

36.2 Le mandat des dirigeants est de deux (2) ans, et en conformité avec les articles 13 et 27, pour un maximum de dix (10) années consécutives ou non. La présidence du comité exécutif peut effectuer un maximum de trois (3) mandats de deux (2) années, consécutives ou non, soit six (6) années au maximum, ou jusqu'à ce qu'elle ait atteint la limite de dix (10) années au conseil d'administration.

36.3 L'alternance des postes lors des périodes électorales est la suivante :

36.3.1 années paires : la présidence et la 2^e vice-présidence ;

36.3.2 années impaires : la 1^{re} vice-présidence et la trésorerie-secrétariat.

36.4 Le dirigeant qui pourvoit une vacance termine le mandat de la personne qu'il remplace.

36.5 Si le remplacement survient dans la première année du mandat, cette partie de l'année de remplacement n'est pas comptabilisée dans la durée maximale prévue. Cependant, la deuxième année complète effectuée lors du remplacement d'un mandat sera comptabilisée dans la période d'éligibilité du dirigeant.



- 36.6 Au cours de leur mandat, les dirigeants du comité exécutif ne peuvent pas occuper de fonction au sein d'un conseil régional ou d'un comité exécutif régional. De plus, les dirigeants du comité exécutif ne peuvent pas siéger au comité exécutif si un membre de leur famille immédiate (c.-à-d. le conjoint — marié ou de fait — l'enfant, le père, la mère, la sœur, le frère, la belle-mère, le beau-père, le beau-frère et la belle-sœur) fait partie d'un comité exécutif régional.

Article 37 Convocation et fréquence des réunions

- 37.1 Le comité exécutif se réunit aussi souvent que l'exige la bonne gestion des affaires de l'Association, selon le jugement de la présidence ou sur requête de trois (3) de ses dirigeants.
- 37.2 La trésorerie-secrétariat, sur demande de la présidence ou de trois (3) de ses dirigeants, convoque les dirigeants par écrit ou par téléphone et présente un projet d'ordre du jour.
- 37.3 Au besoin, une réunion du comité exécutif peut se tenir sous forme de conférence téléphonique ou par tout autre moyen permettant à tous les dirigeants d'échanger entre eux.
- 37.4 La direction générale est invitée à toutes les réunions du comité exécutif, avec droit de parole, mais sans droit de vote.

Article 38 Quorum

- 38.1 Le quorum du comité exécutif est de trois (3) dirigeants.

Article 39 Vacance et absence

- 39.1 Il y a vacance au comité exécutif lorsqu'un dirigeant :
- 39.1.1 démissionne officiellement et sa démission entre en vigueur à la date de réception par la présidence de l'avis écrit à cet effet ;
 - 39.1.2 n'est plus qualifié comme membre ;
 - 39.1.3 est démis de ses fonctions par le conseil d'administration.
- 39.2 Si un dirigeant s'absente à plus de quatre (4) réunions ordinaires consécutives, il cesse immédiatement de faire partie du comité exécutif et d'occuper sa fonction d'administrateur.

Article 40 Remplacement

- 40.1 Toute vacance au comité exécutif est comblée par un administrateur du conseil d'administration élu par ce dernier pour terminer le mandat concerné.
- 40.2 Toutes les candidatures éligibles sont soumises au conseil d'administration qui procédera à la nomination du remplaçant.
- 40.3 Advenant le cas où un seul candidat a été identifié, le conseil d'administration devra statuer sur l'acceptation ou le rejet de la candidature.
- 40.4 Le candidat nommé à un poste au comité exécutif est, par le fait même, administrateur au conseil d'administration.
- 40.5 Advenant le cas où un dirigeant du comité exécutif a été élu à un autre poste du comité exécutif, le conseil d'administration procédera à la nomination d'un nouveau dirigeant pour le remplacer.

Article 41 Pouvoirs du comité exécutif

- 41.1 Le comité exécutif gère les affaires courantes de l'Association en conformité avec les décisions et les orientations du conseil d'administration.
- 41.2 Il est aussi chargé de faire des recommandations au conseil d'administration, notamment sur les *Règlements généraux*, le *Code de déontologie* et les *Politiques administratives* de l'Association.
- 41.3 Sauf lorsque le conseil d'administration décide de limiter expressément ses responsabilités, le comité exécutif est habilité à exercer tous les pouvoirs de gestion du conseil d'administration.
- 41.4 Les administrateurs ont accès en tout temps aux procès-verbaux des délibérations du comité exécutif. Ainsi, le conseil d'administration n'a pas à entériner les décisions du comité exécutif, mais il peut toutefois les annuler ou les modifier, sous réserve des droits des tiers.
- 41.5 Le comité exécutif a le pouvoir de suspendre ou d'expulser un membre ou un bénévole, ou de requérir sa destitution auprès de l'instance qui l'a élu.

Article 42 La présidence

- 42.1 La présidence dirige les assemblées générales annuelles de même que les réunions du conseil d'administration et du comité exécutif. À l'occasion, le comité exécutif ou le conseil d'administration pourra faire appel à un président d'assemblée externe afin d'assumer ce rôle.
- 42.2 La présidence établit, en collaboration avec la direction générale, l'ordre du jour des réunions du conseil d'administration et en ordonne la convocation.
- 42.3 Elle est la porte-parole officielle de l'Association, et ce, tant auprès des médias que de la population en général.
- 42.4 Elle est l'une des signataires des documents qui engagent l'Association.
- 42.5 Elle exerce un rôle de leadership et un rôle-conseil, et elle guide les administrateurs dans l'exercice de leurs fonctions et lors des discussions.
- 42.6 Elle veille à ce que le conseil d'administration s'acquitte adéquatement de ses fonctions, ses responsabilités et ses pouvoirs.
- 42.7 Elle veille à l'application des principes et des pratiques de gouvernance et elle communique les résultats de l'évaluation de son fonctionnement et de sa performance et des correctifs nécessaires.
- 42.8 Elle assure la liaison entre le conseil d'administration et la direction générale.
- 42.9 La présidence, étant la supérieure immédiate de la direction générale, est aussi responsable de l'atteinte des objectifs et de la mise en œuvre des décisions du conseil d'administration. Elle est membre d'office de tous les comités de l'Association.
- 42.10 Lors des réunions du conseil d'administration et du comité exécutif, la présidence vote sur chaque proposition et, en cas d'égalité des voix, elle a une voix prépondérante, ce qui signifie qu'elle vote une deuxième fois sur la proposition. Lors d'un vote secret, la présidence exerce son vote prépondérant en complétant un deuxième bulletin de vote, à n'être pris en considération qu'en cas d'égalité des voix exprimées.



Article 43 Les deux (2) vice-présidences

- 43.1 Il y a deux (2) vice-présidences : une 1^{re} vice-présidence et une 2^e vice-présidence. Les vice-présidences assument la responsabilité de seconder la présidence dans l'exercice de ses fonctions.
- 43.2 En cas d'empêchement de la présidence, la 1^{re} vice-présidence la remplace et en exerce les responsabilités. Si la 1^{re} vice-présidence a également un empêchement, cette tâche incombe à la 2^e vice-présidence.
- 43.3 Les vice-présidences remplissent aussi toute fonction que leur confient le conseil d'administration, le comité exécutif et la présidence.

Article 44 La trésorerie-secrétariat

- 44.1 La trésorerie-secrétariat exerce les fonctions suivantes :
- 44.1.1 assurer la conformité de la gestion financière de l'Association en fonction des *Règlements généraux*, des orientations budgétaires adoptées par le conseil d'administration et par de saines pratiques comptables ;
 - 44.1.2 collaborer à la préparation des prévisions budgétaires et du bilan financier de l'Association ;
 - 44.1.3 s'assurer de la bonne tenue des documents comptables et de la garde des documents relatifs à la comptabilité de l'Association ;
 - 44.1.4 signer les documents qui exigent sa signature ;
 - 44.1.5 veiller à l'élaboration d'un bilan financier consolidé de l'Association avec le vérificateur externe ;
 - 44.1.6 rédiger les procès-verbaux des assemblées générales annuelles, des réunions du conseil d'administration et du comité exécutif, et les signer avec la présidence lorsqu'ils sont adoptés ;
 - 44.1.7 s'assurer de la conservation des archives et des registres des assemblées générales annuelles, des réunions du conseil d'administration et du comité exécutif de l'Association à la direction générale ;
 - 44.1.8 répondre aux demandes des membres qui désirent consulter les procès-verbaux des assemblées générales annuelles et assemblées générales extraordinaires, ou les lettres patentes ; le tout en conformité avec les dispositions de la Loi sur la protection des renseignements personnels dans le secteur privé ;
 - 44.1.9 s'assurer de la garde du sceau officiel de l'Association ;
 - 44.1.10 sur demande de la présidence, ou de membres s'il y a lieu, convoquer les membres aux assemblées générales ordinaires ou assemblées générales



extraordinaires, aux réunions du conseil d'administration et du comité exécutif, et fournir un projet d'ordre du jour ;

44.1.11 remplir toute autre fonction qui lui est confiée par le conseil d'administration ou le comité exécutif.

Article 45 Les comités et les groupes de travail

- 45.1 Le comité exécutif et le conseil d'administration peuvent créer des comités ou des groupes de travail pour un projet en particulier, avec un délai déterminé.
- 45.2 L'instance qui met sur pied un tel comité ou groupe de travail en détermine le mandat, la durée d'existence, la composition, le budget et le responsable.
- 45.3 Ce comité ou ce groupe de travail relève de l'instance qui l'a créé.
- 45.4 Les comités et les groupes de travail peuvent faire des recommandations et se voir déléguer des responsabilités.
- 45.5 La présidence veille à ce que les comités et les groupes de travail soient encadrés et reçoivent au besoin l'aide de la direction générale afin d'assurer la cohésion de leurs travaux respectifs, conformément aux orientations, aux politiques et au cadre budgétaire de l'Association.
- 45.6 En ce qui a trait aux comités, c'est le conseil d'administration qui approuve leurs chartes et leurs mandats et qui procède à la nomination de leurs membres.

Chapitre 5

Assemblée régionale annuelle (ARA)

Article 46 Composition

46.1 L'assemblée régionale annuelle est formée des membres de la région concernée.

Article 47 Pouvoirs et responsabilités de l'assemblée régionale annuelle

- 47.1 L'assemblée régionale annuelle, en conformité avec la mission, les valeurs, les orientations et les intérêts de l'Association, assume les responsabilités suivantes :
- 47.1.1 recevoir les prévisions budgétaires de la région concernée ;
 - 47.1.2 recevoir les états financiers la région ;
 - 47.1.3 élire les membres du conseil régional parmi les membres actifs de la région pour siéger au sein du conseil régional ;
 - 47.1.4 recevoir le rapport de la présidence des activités régionales ;
 - 47.1.5 attribuer au poste de son conseil régional une désignation de représentant de secteur, le cas échéant.

Article 48 Date, heure et endroit

- 48.1 L'assemblée régionale annuelle se tient chaque année entre le 1^{er} avril et le 1^{er} mai, au lieu, à la date et à l'heure fixés par le conseil régional.
- 48.2 Une exception est prévue pour la région qui est l'hôtesse de l'assemblée générale annuelle de l'Association, où l'entrée en fonction de la nouvelle présidence régionale ne se fera que le 1^{er} juillet suivant l'assemblée générale annuelle, afin d'assurer la continuité dans les préparatifs et le déroulement de l'assemblée.
- 48.3 Le secrétariat régional ou la présidence régionale convoque tous les membres au moins quinze (15) jours avant la date de l'assemblée régionale annuelle.
- 48.4 L'avis de convocation est publié dans la revue officielle de l'Association. Il indique la date, l'heure ainsi que l'endroit de l'assemblée.

48.5 Dans l'éventualité où il est impossible de publier l'avis de convocation dans la revue officielle de l'Association, le secrétariat régional ou la présidence régionale recourt à d'autres moyens.

Article 49 Quorum

49.1 Le quorum de l'assemblée régionale annuelle est constitué du nombre de membres présents.

Article 50 Vote

50.1 Seuls les membres actifs de la région qui sont présents à l'assemblée régionale annuelle ont droit de vote. Le vote par procuration est interdit.

Article 51 Assemblée régionale extraordinaire

51.1 Une assemblée régionale extraordinaire peut être convoquée par le secrétariat régional à la demande expresse de la majorité des membres du conseil régional ou sur demande écrite d'au moins dix pour cent (10 %) des membres de la région concernée.

51.2 Toute demande doit être envoyée par écrit à la présidence régionale indiquant le sujet à inscrire à l'ordre du jour.

Chapitre 6

Conseil régional (CR)

Article 52 Composition, durée des mandats et éligibilité

- 52.1 Les affaires de la région sont confiées à un conseil régional élu parmi les membres actifs de la région lors de l'assemblée régionale annuelle. Celui-ci est constitué de sept (7) à treize (13) personnes; ce nombre étant déterminé par le conseil régional.
- 52.2 Le mandat des membres du conseil régional est de deux (2) ans et ils sont rééligibles. Il n'y a pas de limite dans le nombre d'années pour siéger à un conseil régional, sauf pour les fonctions au sein du comité exécutif régional, comme prévu à l'article 13.4.
- 52.3 Dans le but de respecter l'autonomie régionale, le conseil régional peut procéder à une élection par alternance aux postes à pourvoir.

Article 53 Tutelle administrative d'un conseil régional

- 53.1 Le comité exécutif de l'Association peut intervenir auprès d'un conseil régional à la demande du conseil régional en difficulté de fonctionnement, ou de l'initiative du conseil d'administration, ou de la direction générale, si le conseil régional ne respecte pas les *Règlements généraux*, les politiques et les procédures de l'Association.
- 53.2 Le conseil régional doit compter sept (7) membres minimums. Si le conseil régional ne compte pas le nombre minimum requis, le conseil d'administration offrira la possibilité au conseil régional de pourvoir le poste vacant afin de se conformer aux *Règlements généraux* dans un délai qu'il déterminera.
- 53.3 Après cette période, si la constitution du conseil régional n'est pas conforme à l'article 53.1, le conseil régional est dissout et la région est mise sous tutelle administrative par le conseil d'administration. Les membres de la région seront convoqués par la direction générale à une assemblée régionale extraordinaire afin de procéder à l'élection d'un nouveau conseil régional.



- 53.4 Afin d'accompagner le conseil régional à se reconstituer et/ou à résoudre ses problèmes de fonctionnement, le conseil d'administration mandate la direction générale afin d'assurer l'administration et le maintien des activités et des services aux membres de la région.
- 53.5 Le conseil d'administration dispose du pouvoir de mettre fin à la tutelle si le rapport des actions menées et les résultats obtenus sont concluants.

Article 54 Destitution d'un membre d'un conseil régional

- 54.1 Un membre d'un conseil régional qui déroge aux devoirs de sa charge, qui perturbe le bon fonctionnement de son conseil régional, qui brise la confidentialité des informations reçues, qui ne respecte pas le *Code de déontologie*, qui porte atteinte à la réputation de l'Association ou qui n'a plus la capacité de remplir ses fonctions au sein du conseil régional peut être destitué.
- 54.2 Le membre est destitué par un vote pris en assemblée régionale extraordinaire qui peut être exigée par résolution du conseil régional ou par demande expresse d'au moins vingt-cinq (25) membres de la région.
- 54.3 Le membre destitué perd automatiquement son droit de siéger à un conseil régional ou à un comité de secteur pour les deux (2) prochaines années.
- 54.4 S'il occupe la fonction de présidence régionale, il cesse également de siéger en tant qu'administrateur de l'Association.

Article 55 Pouvoirs du conseil régional

- 55.1 En conformité avec la mission, les valeurs, les orientations et les intérêts de l'Association, le conseil régional assume les responsabilités suivantes :
- 55.1.1 organiser des services et des activités destinés aux membres de la région ;
 - 55.1.2 nommer ou élire des dirigeants au comité exécutif régional parmi les membres du conseil régional ;
 - 55.1.3 transmettre au conseil d'administration tout projet de modification aux *Règlements généraux* ou aux *Politiques administratives* ;
 - 55.1.4 gérer son budget par la mise en place d'un système de gestion et de contrôle des finances, biens et documents de la région ;
 - 55.1.5 approuver les prévisions budgétaires annuelles ;
 - 55.1.6 approuver les états financiers du conseil régional ;
 - 55.1.7 approuver les recommandations du comité exécutif régional ;



- 55.1.8 former, si nécessaire, des comités et déterminer leur composition, leur mandat, leur durée ainsi que le budget qui leur est alloué, s'il y a lieu (la présidence régionale est membre d'office dans tous les comités du conseil régional);
- 55.1.9 adopter les comptes rendus de ses réunions;
- 55.1.10 organiser les élections régionales;
- 55.1.11 nommer la présidence régionale d'élections;
- 55.1.12 convoquer une assemblée régionale extraordinaire à la demande expresse d'au moins 10 % des membres de la région concernée;
- 55.1.13 créer des secteurs sur approbation du conseil d'administration de l'Association;
- 55.1.14 transmettre à la direction générale tous les comptes rendus de ses réunions, ses états financiers accompagnés de toutes les pièces justificatives requises ainsi que l'inventaire des biens de la région;
- 55.1.15 établir la procédure de nomination des membres siégeant sur le(s) comité(s) de secteur, s'il y a lieu, et transmettre ladite procédure au secrétariat provincial d'élections;
- 55.1.16 recevoir les comptes rendus des comités de secteur, s'il y a lieu.

Article 56 Convocation et fréquence des réunions

- 56.1 Le conseil régional se réunit au moins trois (3) fois par année ou sur requête de la majorité de ses membres.
- 56.2 La convocation doit respecter un délai de quinze (15) jours avant la date fixée pour la tenue de la réunion. Une réunion extraordinaire du conseil régional peut être tenue sur requête de la majorité de ses membres. Cette demande doit être transmise au secrétariat régional.

Article 57 Quorum

- 57.1 Le quorum du conseil régional est formé de 50 % + 1 des membres du conseil régional en fonction.



Article 58 Vacance et absence

- 58.1 Il y a vacance au conseil régional lorsqu'un membre :
- 58.1.1 démissionne officiellement. Cette démission entre en vigueur à la date de réception de l'avis écrit à cet effet ; lequel doit s'adresser à la présidence régionale ou au secrétariat régional ;
 - 58.1.2 n'est plus qualifié comme membre actif ;
 - 58.1.3 s'absente à plus de trois (3) réunions ordinaires consécutives. L'assemblée régionale annuelle peut alors le suspendre ou l'exclure du conseil régional après avis de la présidence régionale.

Article 59 Remplacement

- 59.1 Toute vacance au conseil régional peut être pourvue par le conseil régional, pour la durée non écoulée du mandat, par résolution du conseil.

Chapitre 7

Comité exécutif régional (CER)

Article 60 Composition, durée des mandats et éligibilité

- 60.1 Le conseil régional doit constituer un comité exécutif régional afin d'expédier les affaires courantes de la région.
- 60.2 Le comité exécutif régional est formé de (3) trois à cinq (5) dirigeants et peut être composé, selon les besoins du conseil régional, d'une présidence, de deux (2) vice-présidences, d'un secrétariat et d'une trésorerie. Ils sont élus parmi les membres du conseil régional pour un mandat de deux (2) ans selon leur éligibilité au sein du conseil régional (voir article 13).
- 60.3 La présidence régionale, qui a droit à un maximum de six (6) années consécutives ou non à la présidence, peut œuvrer quatre (4) années supplémentaires au sein du comité exécutif régional, mais dans une fonction autre que celle de présidence, pour un maximum de dix (10) ans (articles 13 et 27).
- 60.4 Les autres dirigeants du comité exécutif régional ne peuvent pas œuvrer plus de dix (10) années, consécutives ou non, au sein du comité exécutif et/ou du comité exécutif régional.
- 60.5 Dans le cas du remplacement ou de l'intérim d'un dirigeant, seule l'année complète du remplacement est comptabilisée dans le nombre d'années maximales de dix (10) ans en ce qui concerne l'éligibilité.

Article 61 Responsabilités du comité exécutif régional

- 61.1 Le comité exécutif régional, en conformité avec la mission, les valeurs, les orientations et les intérêts de l'Association, doit :
- 61.1.1 élaborer les règles de régie interne et les procédures pertinentes pour assurer la bonne marche des affaires de la région ;
 - 61.1.2 régler les affaires les plus urgentes ;
 - 61.1.3 faire entériner ses décisions par les membres du conseil régional.

Chapitre 8

Secteurs

Article 62 Structure des secteurs

- 62.1 En vertu de leurs responsabilités à l'égard des affaires de la région (voir articles 56 et 64), les conseils régionaux qui le souhaitent ont la possibilité d'organiser les services et les activités de la région par sous-entités régionales, désignées comme des « secteurs ».
- 62.2 Les secteurs, qui sont formés de comités de secteurs, relèvent directement du conseil régional et sont régis par les mêmes règlements et les mêmes *Politiques administratives*.
- 62.3 Le conseil régional qui souhaite créer un secteur doit soumettre une demande par écrit indiquant le nom, les limites territoriales, ainsi que les caractéristiques de fonctionnement de ce secteur au comité exécutif de l'Association, qui analysera le dossier et soumettra une recommandation au conseil d'administration.
- 62.4 Une fois la création du secteur approuvée par le conseil d'administration, son budget de fonctionnement est déterminé par le conseil régional, qui assignera une partie de son budget régional à ce secteur. Le conseil régional peut également revoir la structure administrative du secteur si sa croissance ou sa décroissance le justifie, et il devra, le cas échéant, soumettre une nouvelle demande au comité exécutif.
- 62.5 Le conseil d'administration de l'Association peut également recommander à un conseil régional la création ou la dissolution d'un secteur s'il juge que cette façon de faire améliorerait l'offre de services et d'activités aux membres de la région.
- 62.6 Le conseil régional demeure entièrement imputable et responsable de son ou ses secteurs.

Chapitre 9

Comités de secteurs

Article 63 Nomination des membres des comités de secteurs

63.1 Les comités des secteurs doivent se réunir avant l'assemblée régionale annuelle afin de choisir les membres siégeant sur les comités de secteurs selon la procédure préalablement établie par le conseil régional et transmise au secrétariat provincial d'élections.

Article 64 Durée du mandat et éligibilité

64.1 Un comité de secteur est formé d'un (1) à cinq (5) membres, tel que déterminé par le conseil régional. Le responsable du secteur siège d'office au conseil régional et son éligibilité est celle d'un membre du conseil régional.

64.2 Les membres du comité de secteur doivent se répartir les responsabilités, telles que la trésorerie, le secrétariat et l'organisation des activités. Advenant le cas où le conseil régional décide de ne pas déléguer à ses secteurs les responsabilités reliées à la trésorerie, les comités des secteurs devront transmettre à la trésorerie régionale toute l'information en ce qui a trait aux revenus et aux dépenses afin que ceux-ci soient inclus dans le budget régional.

Article 65 Destitution d'un membre d'un comité de secteur

65.1 Un membre d'un comité de secteur qui déroge aux devoirs de sa charge, qui perturbe le bon fonctionnement de son comité de secteur, qui brise la confidentialité des informations reçues, qui ne respecte pas le *Code de déontologie*, qui porte atteinte à la réputation de l'Association ou qui n'a plus la capacité d'assumer ses responsabilités au sein du comité de secteur, peut être destitué.

65.2 Le membre est destitué par résolution du conseil régional ou par une demande expresse d'au moins vingt-cinq (25) membres du secteur concerné.

Article 66 Responsabilités du comité de secteur

- 66.1 En conformité avec la mission, les valeurs, les orientations et les intérêts de l'Association, le comité de secteur assume les responsabilités suivantes :
- 66.1.1 organiser des services et des activités destinés aux membres du secteur ;
 - 66.1.2 gérer son budget déterminé par le conseil régional, selon les politiques administratives en vigueur ;
 - 66.1.3 transmettre son bilan financier et les pièces justificatives à la trésorerie du conseil régional ;
 - 66.1.4 transmettre les comptes rendus des réunions du comité de secteur au conseil régional ;
 - 66.1.5 répondre à toutes autres demandes qui lui sont confiées par le conseil régional.

Chapitre 10

Responsabilités légales

Article 67 Erreurs et omissions

- 67.1 Advenant le cas où un membre, qui exerce une fonction reconnue par l'AQRP, ou un employé de l'AQRP serait poursuivi par un tiers pour un acte qu'il a posé ou qu'il a omis de poser dans l'exercice de ses fonctions, l'Association prend fait et cause pour ce membre ou cet employé, sauf en cas de mauvaise foi ou de faute lourde.
- 67.2 À cette fin, l'Association s'assure de détenir en tout temps une assurance responsabilité adéquate et suffisante

Article 68 Désignations

- 68.1 Le comité exécutif désigne l'institution financière ou les institutions financières avec qui l'Association fait affaire.

Article 69 Personnes habilitées

- 69.1 Le conseil d'administration désigne les personnes qui devront signer tous les effets bancaires et les documents pertinents et en informe l'institution financière ou les institutions financières en fournissant les documents appropriés.

Chapitre 11

Dispositions générales

Article 70 Exercice financier

70.1 L'exercice financier de l'Association commence le 1^{er} avril de chaque année.

Article 71 Le siège social

71.1 Le siège social de l'Association est établi sur le territoire du Québec à l'adresse que détermine le conseil d'administration.

Article 72 Sceau

72.1 Le symbole graphique de l'Association doit apparaître sur toute correspondance et tout document officiel.

Article 73 Affiliation

73.1 Le conseil d'administration peut décider, par le vote des deux tiers (2/3) de ses membres présents lors d'une assemblée générale extraordinaire, d'affilier l'Association à un organisme ou à un regroupement poursuivant des fins similaires ou analogues.

Article 74 Procédure de changement des *Règlements généraux*

74.1 Le conseil d'administration peut, dans les limites permises par la loi, amender les présents règlements, les abroger ou en adopter de nouveaux ainsi que leurs amendements. Ces abrogations ou ces nouveaux règlements sont en vigueur dès leur adoption et ils le demeurent jusqu'à la prochaine assemblée des membres de la personne morale, où ils doivent alors être ratifiés par les deux tiers (2/3) des membres présents pour demeurer en vigueur. S'ils ne sont pas ratifiés lors de cette assemblée, ils cessent d'être en vigueur, mais à compter de ce jour seulement.

74.2 Les nouvelles dispositions, pour demeurer en vigueur, doivent être ratifiées par l'assemblée générale annuelle des membres qui suit leur adoption, en conformité avec les prescriptions de la *Loi sur les compagnies*.

Article 75 Dissolution de l'Association

75.1 Une demande de dissolution de l'Association requiert un vote des deux tiers (2/3) des membres actifs présents à une assemblée générale extraordinaire convoquée à cette fin.

75.2 Au cours d'une telle assemblée générale extraordinaire, on déterminera, selon les dispositions de la loi qui la régit, les modalités de dissolution ainsi que l'emploi des fonds et biens de l'Association.

Article 76 Rémunération des administrateurs ou des bénévoles

76.1 Les administrateurs et les bénévoles ne sont pas rémunérés pour les tâches accomplies dans le cadre de leurs fonctions. Toutefois, les dépenses encourues dans l'exercice de ces fonctions peuvent être remboursées selon les termes définis dans les *Politiques administratives*.



Chapitre 12

Procédure d'élections

Article 77 Procédure d'élections au sein du conseil d'administration, du comité exécutif, des conseils régionaux, des comités exécutifs régionaux et des comités de secteurs

77.1 Pour connaître les modalités techniques et logistiques, veuillez consulter le document intitulé *Procédure d'élections*.



Association québécoise
des retraité(e)s des secteurs
public et parapublic

Association québécoise des retraité(e)s
des secteurs public et parapublic (AQRP)

5400, boul. des Galeries, bureau 111
Québec (Québec) G2K 2B4

418 683-2288 | 1 800 653-2747 | info@aqrp.ca